



SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020
DECISION N° 2020-062- DB

Date d'affichage : 1 octobre 2020	Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.
Nombre de membres : 51	
En exercice : 51	
Quorum : 26	
Présents: 34	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 7	Présents : (34)
dont pouvoir(s) : 4	Jackie GOULET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 10	
Nombre de votants : 38	
Secrétaire de séance :	
M. Grégory PIERRE.	Excusé(s) : (7)
	Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD
	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (4)
	Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX
	Absent(s) : (10)
	Sylvie PRISSET, Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE, Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MAINE-ET-LOIRE POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA CRÉATION ET DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISES (MCTE) - ANNÉE 2020

Par délibération du 12 décembre 2019 et dans le cadre du vote du budget primitif 2020, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, au titre de sa compétence développement économique et de sa volonté d'accompagner les dispositifs d'appui à la création et à la transmission d'entreprises, a décidé d'accorder, comme chaque année, une subvention de fonctionnement à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire, pour le déploiement du dispositif « Maison de la Création et de la Transmission d'Entreprises ».

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, alloue à la Chambre de Commerce et d'Industrie une subvention de fonctionnement de 5 000 €, au titre de l'année 2020.

Afin de fixer les conditions d'utilisation de cette subvention de fonctionnement, il convient d'établir avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire une convention.

La Maison de la Création et de la Transmission d'Entreprises (MCTE) de Saumur a pour objectifs :

- d'augmenter le taux de création d'entreprises afin de soutenir le développement économique local
- de rendre plus lisible la diversité des offres et des acteurs de l'accompagnement aux porteurs de projets en exerçant notamment un rôle de coordination entre les différents acteurs.

Le déploiement de la MCTE repose sur deux volets :

- la création d'un lieu fédérateur qui constitue une porte d'entrée unique pour les porteurs de projet. Ce lieu assure l'accueil, l'information et l'orientation des créateurs repreneurs ainsi que l'hébergement et l'accès aux différents acteurs de l'accompagnement.
- la mise en place d'un programme d'actions à destination des porteurs de projet et la réalisation d'actions de communication.

La subvention d'un montant de 5 000 € octroyée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à la Chambre de Commerce et d'Industrie vise à assurer la prise en charge :

- d'une partie des dépenses de fonctionnement liées à la mise en œuvre des objectifs exposés ci-dessus ;
- d'une partie des frais liés à la mise en œuvre d'un programme d'actions, portant sur la thématique création/reprise d'entreprises, validé annuellement par le comité de pilotage de la MCTE.

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire de délibérer.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au bureau d'une partie de ses attributions,

Vu le montant de la subvention attribuée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire pour le fonctionnement de la MCTE au titre de l'année 2020, lors du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 ;

Vu la décision de la Commission Permanente de la Région des Pays de la Loire, en date du 29 mai 2020, approuvant la convention à intervenir et l'attribution d'une subvention de 5 000 € au titre de l'année 2020, à la CCI de Maine-et-Loire, dans le cadre du fonctionnement de la MCTE de Saumur ;

Vu les dispositions de la convention ci-annexée fixant les conditions d'attribution de cette subvention,

Considérant que par délibération du 12 décembre 2019 et dans le cadre du vote du budget primitif 2020, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, au titre de sa compétence développement économique et de sa volonté d'accompagner les dispositifs d'appui à la création et à la transmission d'entreprises, a décidé d'accorder une subvention de 5 000 € à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire pour déployer sur le territoire saumurois son dispositif « Maison de la Création et de la Transmission d'Entreprises », pour l'année 2020,

Considérant que la Maison de la Création et de la Transmission d'Entreprises (MCTE) de Saumur a pour objet :

- d'augmenter le taux de création d'entreprises afin de soutenir le développement économique local
- de rendre plus lisible la diversité des offres et des acteurs de l'accompagnement aux porteurs de projets en exerçant notamment un rôle de coordination entre les différents acteurs.

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- D'APPROUVER la convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire, dont l'objet consiste à fixer les conditions d'utilisation de la subvention de 5 000 € allouée au titre de l'année 2020, pour le fonctionnement de la MCTE Saumur et de définir le contrôle de son emploi

- D'AUTORISER le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 38 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 3ème trimestre 2020



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 finances locales	7.5 Subventions – 7.5.4 Autres
-------------------	--------------------	--------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »